

d'été de la Chambre, afin de nous tenir au courant de la situation en ce qui concerne les emplois d'été pour étudiants? Je pose cette question parce qu'on l'a déjà posée ici et aussi parce que depuis quelques jours la situation a beaucoup empiré du fait que les élèves de 13<sup>e</sup> année sont venus s'ajouter au marché du travail. Le ministre pourrait-il nous mettre au courant au moyen d'une déclaration à l'appel des motions et nous donner aussi des renseignements sur les mesures d'urgence qu'il envisagerait pour l'emploi des étudiants?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, j'envisagerai volontiers de faire une déclaration la semaine prochaine. J'étudierai très sérieusement la question.

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le 23 mai dernier, le ministre, prenant la parole devant l'Association professionnelle canadienne, a parlé d'un plan préparé par son ministère à la suite de travaux entrepris par un groupe d'étude. Exposera-t-il à la Chambre de quoi il s'agit pour que cette dernière soit parfaitement au courant des projets que le gouvernement a, le cas échéant, en ce qui concerne le travail d'été?

**L'hon. A. J. MacEachen:** Oui, monsieur l'Orateur. Si la déclaration est faite, je me ferai un plaisir d'y joindre toutes les considérations appropriées.

### LES ANCIENS COMBATTANTS

LA COMPARUTION DES ASSOCIATIONS DEVANT LE COMITÉ—L'EXAMEN DU RAPPORT WOODS

**M. R. E. McKinley (Huron):** Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre des Affaires des anciens combattants. Sauf erreur, le comité des affaires des anciens combattants a promis hier d'étudier le rapport Woods en septembre, avant la convocation des Chambres. Le ministre peut-il nous assurer que toutes les associations d'anciens combattants qui en exprimeront le désir comparaitront devant le comité à ce moment-là?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je ferai remarquer à l'honorable député que sa question porte sur la régie intérieure du comité et qu'il ne peut, par conséquent, poser cette question en ces termes maintenant.

**M. McKinley:** Alors, monsieur l'Orateur, puis-je demander au président du comité si les organismes qui désirent témoigner au sujet des affaires des anciens combattants seront convoqués quand le comité siégera?

[M. Nesbitt.]

**M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest):** Monsieur l'Orateur, le comité a recommandé de convoquer toutes les associations d'anciens combattants qui désireraient témoigner devant le comité.

### L'AIDE EXTÉRIEURE

LE BIAFRA—LE RÔLE DE CANAIRELIEF ET DE LA CROIX-ROUGE—LES DISCUSSIONS AUX NATIONS UNIES

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle découle de l'entretien que le ministre a eu hier avec les responsables de Canairelief. Le ministre peut-il nous faire connaître les conclusions positives qui ont pu découler de cet entretien?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'ai eu un entretien fructueux avec le D<sup>r</sup> Johnson et l'autre représentant de Canairelief. Le docteur Johnson nous a proposé divers moyens par lesquels nous pourrions collaborer pour essayer de reprendre les envois de secours au Biafra, et nous y réfléchissons. Notre entretien a été, somme toute, fructueux, et j'ai bon espoir qu'il donnera des résultats.

**M. David MacDonald (Egmont):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. En traitant de cette question, hier, le ministre a dit une fois ou deux qu'il subsistait certains éléments d'incertitude que le gouvernement aimerait dissiper avant de déterminer sa politique future sur diverses questions, surtout en ce qui a trait aux secours. Le ministre peut-il indiquer à la Chambre de quelle nature sont ces incertitudes et quand pourraient-elles être dissipées afin que des mesures décisives puissent redresser cette situation désespérée?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, une des incertitudes les plus importantes, par exemple, c'est le rôle que le comité international de la Croix-Rouge jouera dans la distribution des secours au Nigéria et au Biafra. Jusqu'ici, la Croix-Rouge internationale a exercé son activité en territoire nigérian—c'est-à-dire, dans le territoire contrôlé par les autorités fédérales—et j'espère toujours, et les députés partagent mon espoir, j'en suis sûr, qu'on en viendra à un arrangement en vue de reprendre les envois de secours par avion.

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quand la situation s'éclaircira, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures songera-t-il, si la Chambre siège encore, à faire une déclara-